

Federal Court



Cour fédérale

**Facsimile Transmittal Form / Formulaire d'acheminement par télécopieur****TO / DESTINATAIRE(S) :****1. Name / Nom : Mr. Radu Hociung****Facsimile / Télécopieur : 226-336-8327****Telephone / Téléphone :**☐ **As requested / tel que demandé**☒ **Left voice message / suite au message vocal****2. Name / Nom : Mr. Eric Peterson****Facsimile / Télécopieur : 416-973-5004****Telephone / Téléphone :**☐ **As requested / tel que demandé**☒ **Left voice message / suite au message vocal****3. Name / Nom :****Facsimile / Télécopieur :****Telephone / Téléphone :**☐ **As requested / tel que demandé**☐ **Left voice message / suite au message vocal****FROM / EXPÉDITEUR : Sarah Bellefeuille****DATE : November 22, 2018****Telephone / Téléphone : (613) 947-2137****TIME / HEURE : 12:10 pm est****Facsimile / Télécopieur : (613) 952-3653****Total number of pages (including this page): 8  
Nombre de pages (incluant cette page) :****SUBJECT / OBJET :**

File number: T-1450-15

RADU HOCIUNG v. MINISTER OF PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS

**COMMENTS / REMARQUES :**

If you require a certified copy of the above-noted decision, please advise and one will be forwarded to you by regular mail. / Si vous avez besoin d'une copie certifiée de la décision susmentionnée, veuillez nous en aviser et nous vous en enverrons une par courrier.

Pursuant to section 20 of the Official Languages Act all final decisions, orders and judgments, including any reasons given therefore, issued by the Court are issued in both official languages. In the event that such documents are issued in the first instance in only one of the official languages, a copy of the version in the other official language will be forwarded on request when it is available.

Conformément à l'article 20 de la Loi sur les langues officielles, les décisions, ordonnances et jugements définitifs avec les motifs y afférents, sont émis dans les deux langues officielles. Au cas où ces documents ne seraient émis, en premier lieu, que dans l'une des langues officielles, une copie de la version dans l'autre langue officielle sera transmise, sur demande, dès qu'elle sera disponible.



Courts Administration  
Service

Service administratif des  
tribunaux judiciaires

## CORRECTIONS – Document            JUGEMENT ET MOTIFS

File # / N <sup>o</sup> de dossier	T-1450-15	Citation # (if applicable) / N <sup>o</sup> de référence (si nécessaire)	2018 CF 298
STYLE OF CAUSE / INTITULÉ		Radu Hociung v Le ministre de la securite publique et de la protection civile	
Document:		Jugement et Motifs	
Document Type / Type de document		Correction to Original (French)	
Sequence No / N <sup>o</sup> de séquence		T-1450-15_20180315_JR_F_C_OTT_20181120120604_GL2_2018_CF_298.doc	
Page:	12	Paragraph / Paragraphe	25
Line / Ligne			
15			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
(2) Le demande se fait par remise d'un avis au ministre par écrit, ou sous toute autre forme prévue par celui-ci.			
Corrected text / Texte corrigé			
(2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), sous réserve des adaptations occasionnées par les règles particulières à ces actions.			
Page:	15	Paragraph / Paragraphe	40
Line / Ligne			
4			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
definitions au paragraphe 1(1)			
Corrected text / Texte corrigé			
definitions au paragraphe 1(2)			
Page:	23	Paragraph / Paragraphe	53
Line / Ligne			
5			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Loi sur les douanes			
Corrected text / Texte corrigé			
Lois u le recyclage des produits			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			

d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues au paragraphe 135(1).

[...]

[...]

**135 (1)** Toute personne qui a demandé que soit rendue une décision en vertu de l'article 131 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la communication de cette décision, en appeler par voie d'action devant la Cour fédérale, à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur.

**(2)** La *Loi sur les Cours fédérales* et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), sous réserve des adaptations occasionnées par les règles particulières à ces actions.

**135 (1)** A person who requests a decision of the Minister under section 131 may, within ninety days after being notified of the decision, appeal the decision by way of an action in the Federal Court in which that person is the plaintiff and the Minister is the defendant.

**(2)** The *Federal Courts Act* and the rules made under that Act applicable to ordinary actions apply in respect of actions instituted under subsection (1) except as varied by special rules made in respect of such actions.

[26] Le demandeur soutient que le paragraphe 135(1) permet une poursuite dans la Cour, y compris la jonction des demandes. Je ne suis pas convaincu par ces arguments.

[27] Une décision du ministre en vertu de l'article 131 concerne seulement la question de savoir s'il y a eu une infraction à la *Loi sur les douanes*. Comme l'a expliqué le juge Michel Shore dans *Nguyen c Canada (Sécurité publique et Protection civile)* 2009 CF 724 [Nguyen], au paragraphe 19 :

*des activités terroristes*, D.O.R.S./2002-184 [Règlement sur le recyclage des produits], pour soutenir l'interprétation de la définition de « monnaie ». Cependant, ce fondement n'apporte rien en l'espèce.

[40] Ce ne sont pas toutes les définitions dans le Règlement sur le recyclage des produits qui s'appliquent à cette loi constitutive. Le Règlement sur le recyclage des produits établit des définitions au paragraphe 1(1) qui « s'appliquent à la Loi et à ce Règlement, » alors que les définitions au paragraphe 1(2) « ne s'appliquent qu'à ce Règlement ». Les espèces sont définies au paragraphe 1(2) et, par conséquent, la définition ne s'applique pas au moment d'interpréter la Loi sur le recyclage des produits. Cette conclusion est renforcée par la définition du terme « fonds » du Règlement sur le recyclage des produits, qui se trouve aussi au paragraphe 1(2), qui distingue entre « espèces » et « monnaie ». Si cette distinction était étendue à l'exigence de déclaration de monnaies en vertu du paragraphe 12(1) de la Loi sur le recyclage des produits, elle n'inclurait pas une exigence de déclarer des espèces; une telle situation qui compromettrait l'importance de la Loi sur le recyclage des produits. Je suis d'avis que la définition du Règlement sur le recyclage des produits concernant la définition d'espèces n'est d'aucune aide en l'espèce.

[41] Le défendeur cite également la définition de l'*Oxford English Dictionary* du terme monnaie afin de soutenir sa position : [TRADUCTION] « [c]ela ayant cours légal en tant que moyen d'échange; le moyen en circulation (soit des pièces de monnaie soit des billets); l'argent actuellement utilisé dans un pays ». En se fondant sur cette définition, le défendeur souligne que la valeur marchande des pièces de monnaie de collection qui ne sont pas en circulation,

[51] En résumé : (1) l'article 7 de la *Loi sur la monnaie* prévoit que les pièces de monnaie « ont cours légal, pour la valeur faciale qui y figure en monnaie canadienne » si elles sont émises en vertu du régime de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*; (2) les monnaies hors circulation sont émises en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* et, par conséquent, elles ont cours légal en vertu de l'article 7 de la *Loi sur la monnaie*; (3) l'article 8 de la *Loi sur la monnaie* prévoit que les pièces de monnaie ayant cours légal ont pouvoir libératoire; et (4) l'article 6.31 de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* reconnaît expressément l'existence de « [m]onnaies hors circulation des monnaies canadiennes. »

[52] Même s'il peut être irrationnel d'utiliser des pièces de monnaie de collection hors circulation pour acheter des biens et services, l'article 7 de la *Loi sur la monnaie* n'empêche personne de le faire. Le défendeur a, à mon avis, confondu la notion d'« argent utilisé actuellement dans un pays » avec celle d'« argent utilisé dans un pays de façon fréquente ou régulière ». Même si les pièces de monnaie de collection hors circulation ne sont pas fréquemment ou régulièrement utilisées en tant qu'espèces, elles ont pouvoir libératoire et, par conséquent, à mon avis, elles sont utilisées actuellement au Canada.

[53] Dans le cadre des monnaies émises au Canada, après avoir examiné les dispositions pertinentes de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* et de la *Loi sur la monnaie*, je suis convaincu que les pièces de monnaie hors circulation ont pouvoir libératoire et qu'elles sont des « espèces » dans le sens du terme utilisé par la *Loi sur le recyclage des produits*. Les obligations en matière de déclaration prévues par le paragraphe 12(1) de la *Loi sur le recyclage des produits douanes* sont, par conséquent, applicables aux importations et aux exportations où la valeur



Courts Administration  
Service

Service administratif des  
tribunaux judiciaires

## CORRECTIONS – Document                      JUDGMENT AND REASONS

File # / N <sup>o</sup> de dossier	T-1450-15	Citation # (if applicable) / N <sup>o</sup> de référence (si nécessaire)	2018 FC 298
STYLE OF CAUSE / INTITULÉ		Radu Hociung v The Minister of Public Safety and Emergency Preparedness	
Document:		Judgment and Reasons	
Document Type / Type de document		Correction to Original (English)	
Sequence No / N <sup>o</sup> de séquence		T-1450-15_20180315_JR_E_C_OTT_20181120113910_GL2_2018_FC_298.doc	
Page:	15	Paragraph / Paragraphe	40
Line / Ligne			
8			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
...such a result that would			
Corrected text / Texte corrigé			
....such a result would			
Page:	21	Paragraph / Paragraphe	53
Line / Ligne			
4			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Customs Act			
Corrected text / Texte corrigé			
Proceeds Act			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			
Page:		Paragraph / Paragraphe	
Line / Ligne			
Original text to be corrected / Texte original à corriger			
Corrected text / Texte corrigé			

[40] Not all definitions in the *Proceeds Regulations* apply to its enabling Act. The *Proceeds Regulations* set out definitions at subsection 1(1) that “apply in the Act and these Regulations,” whereas the definitions at subsection 1(2) only “apply in these Regulations.” Cash is defined at subsection 1(2) and therefore the definition is of no application when interpreting the *Proceeds Act*. This conclusion is reinforced by the *Proceeds Regulations* definition of “funds,” also found at subsection 1(2), which distinguishes between “cash” and “currency.” Were this distinction to be extended to the *Proceeds Act* the requirement to report currency pursuant to subsection 12(1) would not include a requirement to report cash; such a result would undermine the purpose of the *Proceeds Act*. I am of the view that the *Proceeds Regulations*’ definition of cash is of no assistance in this matter.

[41] The defendant also points to the Oxford English Dictionary definition of currency to support its position: “[t]hat which is current as a medium of exchange; the circulating medium (whether coins or notes); the money of a country in actual use”. Relying on this definition the defendant notes the market value of non-circulation collector coins, coupled with the value placed upon them by collectors, renders them much more valuable than their face value. As such they are not intended for circulation and are not “money of a country in actual use”.

[42] The defendant similarly relies on section 2 of the *Royal Canadian Mint Act*, RSC, 1985, c R-9, [*Mint Act*] which defines both circulation and non-circulation coins, and section 8 of the *Currency Act*, RSC, 1985, c. C.52, [*Currency Act*] which limits the legal tender value of coins.

[53] In the context of Canadian-issued coins, considering the relevant provisions of the *Mint Act* and the *Currency Act*, I am satisfied that non-circulation coins that are legal tender are “currency” as that term is used in the *Proceeds Act*. The reporting obligations provided for at section 12(1) of the *Proceeds Act* are therefore triggered where, on import or export, the denominational or face value of the non-circulation coins together with any other currency or monetary instruments being imported or exported is of a value that is equal to or greater than the prescribed amount at section 2 of the *Reporting Regulations*.

[54] So what then, of the plaintiff's coins? The defendant acknowledges in its submissions that the principles in respect of non-circulation coins as set out in the *Mint Act* are the principles that apply in respect of US Treasury Buffalo Gold Bullion Coins and silver coins. They too, the defendant acknowledges, are legal tender.

[55] I therefore conclude that the plaintiff's US Treasury-issued, legal tender coins are currency that is subject to the reporting requirements set out in the *Proceeds Act*. However as the face or denominational value of the coins was \$220 USD, the plaintiff was under no obligation to report the importation of this currency under the *Proceeds Act*. The currency in his possession was well below the amount at section 2 of the *Reporting Regulations*.

(2) Are the coins at issue “goods” that must be reported under section 12 of the *Customs Act*?

[56] The plaintiff also submits that he had no obligation to report the collector coins having a face value of \$220 USD as goods despite having paid \$5,700 USD to a coin broker to acquire the